Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

96-97 | 2004

Globalisation. Tome I

La globalisation vue de Chine

Entretien avec Yan Chen réalisé par Monique Selim

Yan Chen et Monique Selim

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/1855>

DOI : 10.4000/jda.1855

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2004

Pagination : 223-232

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Yan Chen et Monique Selim, « La globalisation vue de Chine », *Journal des anthropologues* [En ligne], 96-97 | 2004, mis en ligne le 22 février 2009, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/1855> ; DOI : 10.4000/jda.1855

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

Journal des anthropologues

La globalisation vue de Chine

Entretien avec Yan Chen réalisé par Monique Selim

Yan Chen et Monique Selim

- 1 **Monique Selim** – *Avant d'aborder de front la globalisation et ses représentations en Chine, peux-tu d'abord nous rappeler brièvement les liens contradictoires qu'entretient la Chine avec l'Occident dans l'histoire ?*
- 2 **Yan Chen** – Les liens entre la Chine et l'Occident, notamment commerciaux, remontent bien au-delà de notre ère, en particulier grâce aux échanges qui eurent lieu tout au long de ce qu'on a appelé la Route de la soie. L'arrivée des jésuites dans l'Empire du Milieu, autour du XVI^e siècle, marque le début de contacts directs et durables entre ces deux mondes éloignés. Mais la véritable rencontre entre la Chine et l'Occident ne se situe qu'au milieu du XIX^e siècle, à partir de la guerre de l'Opium en 1840. Cette guerre, qui prit la forme d'un conflit militaire entre la Chine et l'Angleterre, est l'aboutissement de plusieurs siècles de conflits latents, aussi bien sur le plan culturel qu'au niveau commercial. L'offensive colonialiste d'un Occident en voie d'industrialisation avait ébranlé le fondement sociétal de l'Empire du Milieu. Sous le feu des canonnières britanniques, la légende de la supériorité de la civilisation chinoise est partie en fumée et la Chine a basculé d'un état autarcique vers une destination inconnue. On peut même dire que l'échec cuisant subi par la Chine au cours de cette guerre l'a jetée dans l'orbite de la globalisation. Depuis cette date, la progression de l'intrusion occidentale en Chine s'accompagne de guerres sanglantes, de révoltes de la population, de violences des deux côtés. Le pillage du Yuanmingyuan, que Victor Hugo qualifiait de « sac du palais d'été », en 1860 par les troupes expéditionnaires de 18 pays occidentaux dont la France fut une bonne illustration de cette époque particulièrement douloureuse et humiliante pour la mémoire collective de la nation.
- 3 Mais l'Occident n'a pas uniquement joué un rôle d'envahisseur violent. Il a forcé la porte de l'Empire par des moyens militaires. Au-delà de cette supériorité technologique, il existait tout un système d'organisation économique, politique, sociale et culturelle. Les Chinois choqués, réveillés, tentent en même temps de résister aux envahisseurs, de comprendre, puis de suivre le modèle des puissants intrus. Cela signifie que les Occidentaux ont été considérés comme des éclaireurs, sans en avoir vraiment pris

conscience. A ce sujet, Mao disait que les Chinois n'arrivaient pas à comprendre pour quelle raison ces professeurs ne cessaient de battre leurs élèves. L'époque moderne chinoise a débuté à partir de ces guerres de l'Opium, et s'associe, en un mot, pour la civilisation chinoise, à la fois à une longue descente aux enfers et à un déchirant processus de transformation pour relever le défi des Occidentaux.

- 4 **M.S.** – La Chine connaît depuis les réformes économiques, lancées à la fin des années soixante-dix, une croissance exponentielle fondée sur un formidable développement du capitalisme. Peux-tu rappeler les principales étapes de ces réformes, en particulier en matière de travail, santé et logement ?
- 5 **Y.C.** – Les réformes ont été lancées formellement en décembre 1978 avec le troisième plénum du XI^e Comité central du Parti. Elles ont débuté d'abord dans le monde rural. L'État encourage les paysans à signer des contrats de forfait d'exploitation avec les autorités rurales, tout en leur accordant le droit de vendre librement le surplus de leur production, après remise des quantités dues à la collectivité. Il s'agit surtout d'un processus de décollectivisation. Le principe de la Commune populaire disparaît totalement en 1985.
- 6 Dès le début des années 1980, des mesures de décentralisation furent appliquées dans le secteur urbain. Les provinces et les régions avaient vu leur pouvoir de décision renforcé sur les questions économiques, et les initiatives des entreprises étaient encouragées.
- 7 En 1979, Pékin décidait de créer quatre zones économiques spéciales, Shenzhen, Zhuhai, Shantou et Xiamen, en vue d'accueillir les investissements et un modèle de gestion venant de l'extérieur du pays. Ainsi débuta la politique d'ouverture. Vers la fin de la décennie 1980, la quasi-totalité des villes côtières est ouverte aux investissements extérieurs.
- 8 Dans un premier temps, le succès des réformes économiques dans les zones urbaines résulte en grande partie de la mise en œuvre de mesures de libéralisation dans les entreprises étatiques. Et puis, dans un deuxième temps, c'est la création et le développement de secteurs privés ou collectifs, qui assurent la progression des réformes.
- 9 En ce qui concerne les systèmes de l'emploi, de la santé et du logement, il faut attendre le début des années 1990 pour que les réformes touchent vraiment ces secteurs. Dans un sens, on peut dire que les réformes dans les années 1980 touchaient surtout les secteurs économiques, alors qu'elles se sont appliquées de plus en plus aux domaines sociaux à partir de la décennie 1990.
- 10 Rappelons la visite de Deng Xiaoping dans le sud du pays au début de 1992. C'est cette visite qui relança les réformes dont la presse officielle parlait comme d'une deuxième vague de réformes, après le sanglant épisode du massacre de Tian'anmen en 1989. Cette deuxième vague relança la croissance, mais creusa les inégalités sociales. C'est surtout à partir de cette période que le chômage frappa de plus en plus de familles urbaines. Officiellement, le terme « chômage » n'existait pas avant 1993. On utilise encore volontiers aujourd'hui le terme de *xiagang* (descendre de son poste de travail) pour parler de cette armée qui s'élargit chaque jour et qui englobe les chômeurs de longue date, les licenciés forcés en passant par les retraités anticipés à partir de quarante ans, etc. Cette montée en puissance du chômage est provoquée par les réformes structurelles dans les secteurs industriels.
- 11 La Chine, d'après sa constitution, est toujours un pays socialiste, mais la privatisation des entreprises étatiques dès la deuxième moitié de la décennie 1990 a jeté massivement les

ouvriers dans la rue. En même temps, durant cette décennie, l'État se retire du système de soins et les unités de travail ne fournissent plus les logements gratuits pour leurs employés. Aujourd'hui, l'ancien système ne fonctionne plus, alors qu'aucune forme de sécurité sociale ne pointe à l'horizon. Une grande partie de la population urbaine s'inquiète de cette situation, tandis que les paysans et les ouvriers migrants sont les principales victimes de cette désintégration du système de la santé et de l'éducation. S'agissant du domaine de logement, en se débarrassant de ce lourd fardeau, l'État a libéré un secteur aujourd'hui très prospère. Les urbains investissent massivement dans l'accès à la propriété, et les promoteurs immobiliers locaux ou nationaux font fortune avec la connivence des bureaucrates de tous niveaux. Le secteur immobilier constitue la source essentielle de la corruption.

- 12 **M.S.** – Aujourd'hui, on constate qu'au-delà du succès des réformes en terme d'amélioration du niveau de vie des nouvelles couches moyennes urbaines, les laissés-pour-compte des transformations économiques sont nombreux : chômeurs du secteur public, paysans-ouvriers, soit une immense population flottante, retraités, etc. Peux-tu expliquer pour nos lecteurs les nouvelles ruptures socioéconomiques qui se dessinent dans le processus de re-hiérarchisation de la société ?
- 13 **Y.C.** – Avant d'évoquer la mutation de la société, il est utile sans doute de jeter un coup d'œil sur les transformations économiques. L'économie planifiée en vigueur avant les réformes a bien été remplacée par une économie de marché. L'économie chinoise se divise aujourd'hui en trois secteurs : l'économie étatique, l'économie collective et l'économie privée. D'après les chiffres de l'Académie des sciences sociales, à la fin de l'année 2000, le PNB provenant du secteur non étatique atteignait 74% de la totalité du produit national. Dans les provinces côtières comme le Guangdong, le Zhejiang ou le Fujian, ce pourcentage dépassait les 80%.
- 14 Les polarisations sur le plan économique s'accompagnent d'une formidable transformation de la structure de la société. A partir de la fin des années 1990, s'opère une accélération de la diversification sociale nettement en faveur des entrepreneurs privés. Un rapport de l'Académie des sciences sociales en Chine, publié en 2002, classait en dix catégories les différentes couches sociales. Les entrepreneurs privés en 1999 atteignaient 4,8% de la totalité de la population active. Selon le bureau statistique de l'État, les travailleurs du secteur privé représentaient 18,5% en 2000. Dans la même année, le secteur étatique employait environ 80 millions de personnes, correspondant à 11% de la population active du pays. En 1996, le pourcentage de travailleurs dans le secteur étatique était de 16,3%.
- 15 Cela signifie qu'aujourd'hui la société chinoise se divise en groupes d'intérêts plus ou moins influents. Cette transformation est fondamentale et le pouvoir est obligé d'en tenir compte. Il n'est donc nullement étonnant que les autorités lancent formellement la théorie dite de la « triple représentativité »¹ pour élargir l'assise du Parti. Vis-à-vis des forces d'opposition politique, le régime se montre toujours intransigeant et répressif. Mais il est obligé, sur des questions sociales et financières, de négocier avec les différents groupes sociaux. Cette situation est inédite. Elle met l'État en position d'arbitrage de fait dans les conflits d'intérêts.
- 16 **M.S.** – Ceci nous amène directement aux différents mouvements sociaux qui émergent et s'amplifient, apportant une contestation de l'ordre socioéconomique, mais aussi sociopolitique, puisque l'État-parti maintient son monopole et ses capacités de coercition.

Peux-tu évoquer rapidement ces « voix » qui vont du Falungong aux journaliers de la construction, en passant par maints détours ?

- 17 Y.C. – Le paradoxe est que le poids grandissant du secteur privé n'aboutit pas à une expression sociale lisible et forte. Toute entreprise privée est interdite dans le secteur de la presse. La majorité de la population n'a aucun moyen pour se faire entendre. Selon les estimations de l'Académie des sciences sociales, les couches défavorisées, c'est-à-dire les paysans (44%) auxquels on ajoute les ouvriers migrants et les chômeurs, forment plus de 60% de la population active. Or, aucune organisation ne représente cette majorité, les syndicats officiels étant des organes du Parti. Aujourd'hui plus que jamais, la tension monte dans les villes. Privés de moyens d'expression et de recours judiciaires, des chômeurs et des laissés-pour-compte sont désespérés et prêts à passer à l'action violente. Si l'on en croit la presse officielle, au cours de l'année 2003, des gestes graves comme des immolations par le feu ont eu lieu à Nankin et à Pékin, suite à la démolition sauvage de maisons d'habitation.
- 18 Mais, aujourd'hui, l'évolution de la Chine se situe dans un contexte de globalisation. Avec l'adhésion de la Chine à l'OMC, l'économie chinoise fait partie intégrante du marché mondial. Cette globalisation est un processus. L'intégration économique n'en est que la première étape. L'intégration politique, sociale et celle des valeurs suivra. Conséquences de cette intégration accélérée et de la poursuite du retrait de l'État du champ social, on a vu apparaître ou réapparaître des nouvelles forces sociales qui tentent de s'organiser, comme les associations d'entrepreneurs privés, les sociétés mi-religieuses et mi-martiales à l'instar du Falungong, que tu mentionnes. Il existe aussi des organisations spontanées de paysans qualifiées de défense de leurs droits, et des associations qui se définissent comme organisations non gouvernementales (ONG).
- 19 Les ONG sont généralement de petite taille et agissent dans les domaines apolitiques : sida, écologie, aide aux handicapés, etc. Elles restent marginales et plus ou moins autonomes sur le plan juridique. Mais les ONG sont parmi les acteurs les plus actifs de la société civile émergente. Actuellement, elles se trouvent dans une phase délicate. Peu après sa fondation dans les années 1950, le régime communiste a anéanti toutes les organisations indépendantes et réduit à zéro toute possibilité d'organisation horizontale de la société. Dans ces conditions, on peut comprendre combien la renaissance des ONG est difficile et pourquoi cela est particulièrement significatif pour l'évolution de la société chinoise. Les ONG ont noué des liens étroits avec le monde occidental afin de survivre financièrement et lutter plus efficacement contre l'État envahissant. A travers elles et par le truchement de ces ONG, les concepts, les normes et les valeurs du monde occidental se propagent. Va-t-on voir à terme une redéfinition du rapport entre un État de type communiste en transition et une partie de la société renaissante guidée a priori par des valeurs occidentales ?
- 20 Concernant le Falungong, la situation est bien différente. C'est une organisation populaire parmi les différentes sociétés mi-religieuses et mi-martiales qui ont émergé vers la fin des années 1980 et début 1990. Elles véhiculent les ondes venant du fond de la société multiséculaire, renforcées par la triple crise actuelle sociale, morale et identitaire d'une époque de transition. Le phénomène du Falungong montre à la fois les aspirations de la population à s'émanciper du carcan idéologique et spirituel imposé par le régime et le besoin d'une réorganisation de la société au bout d'un quart de siècle de réformes. Récemment, des organisations spontanées dites de « défense des droits » ont fait leur

apparition à la campagne. Autant de signes inquiétants révèlent l'approfondissement de la crise sociale dans une société en mutation rapide.

- 21 **M.S.** – Pour l'observateur extérieur, ce qui est frappant actuellement dans le champ intellectuel chinois dont tu es le spécialiste², c'est l'équivalence entre l'anticapitalisme et une logique qualifiée localement de « réactionnaire » car elle rassemble les anciens « révolutionnaires » de la période maoïste. On perçoit bien que les catégories endogènes sont très différentes de celles utilisées par exemple en France. Peux-tu décrire en résumant les diverses partitions et lignes de contradiction qui divisent les intellectuels chinois face à l'évolution de la société ?

- 22 **Y.C.** – C'est une remarque intéressante. En effet, les catégories conceptuelles pour qualifier les différentes positions intellectuelles et politiques ne sont pas encore « universalisées » par rapport à la France ou à d'autres pays démocratiques occidentaux. Il faut bien situer les choses dans leur contexte historique. Le capitalisme en Occident a eu plusieurs siècles d'histoire si l'on remonte au XVI^e ou XVII^e siècle que Marx qualifie de la phase d'accumulation primitive du capitalisme. Vu d'aujourd'hui en France, le capitalisme « mondialisé » peut être interprété comme le renforcement de la domination de la logique du marché au détriment du social, donc synonyme de l'inégalité géographique et catégorielle. Or le capitalisme est aperçu en Chine actuelle comme une nouvelle orientation qui suscite de l'espoir. La réforme lancée par les autorités en place avait attiré l'adhésion de la population puisqu'elle était basée sur le consensus de sortir le pays du chaos causé par un maoïsme révolutionnaire. Cela veut dire que le capitalisme tel qu'il s'y applique se présente comme un moindre mal au regard du passé récent de la Chine populaire. Si l'on fait un inventaire du paysage intellectuel, on remarquera deux phénomènes intéressants.

- 23 Premièrement, il y a une panoplie complète des courants de l'extrême gauche à l'extrême droite. C'est une mutation d'envergure si l'on pense qu'il y a peu, la société se divisait encore en deux classes ennemies : le prolétariat et les réactionnaires.

- 24 Deuxièmement, c'est la position de centralité ou de déchirure du parti communiste. A l'extrême gauche, il y a les vieux ultra gauchistes qui défendent la position maoïste. C'est une catégorie qui est en voie de disparition. Et puis il y a les néogauchistes, sous l'appellation plus courante de la nouvelle gauche. Ils se font remarquer dans les années 1990 par leur propos critiques contre une perspective libérale de la réforme au nom de l'égalité économique. A droite, les adversaires de la nouvelle gauche, les libéraux, adhèrent volontiers à une réforme visant à libérer toujours davantage les initiatives individuelles et réclament la réforme politique, à savoir la démocratisation du régime. A leur droite se situent les étatistes libéraux. Ils sont partisans d'une réforme économique libérale et, en même temps, pour le renforcement du pouvoir de l'État. Les ténors de ce courant sont souvent des économistes très proches du pouvoir et cette position relie finalement les vieux révolutionnaires qui ne veulent pas voir l'État communiste se dissoudre dans les réformes et ceux qui espèrent sauver cet État par des réformes économiques libérales. C'est une contradiction intenable, pourtant c'est bien la situation provoquée par la transition.

- 25 **M.S.** – La Chine, représentée par ses intellectuels et ses ONG, apparaîtrait donc en rupture avec le mouvement anticapitaliste et antimarché global qui se donne actuellement à voir dans les forums tel le dernier à Bombay ? N'est-ce pas problématique ?

- 26 **Y.C.** – Je ne pense pas que les intellectuels chinois ou les ONG dans leur majorité ne soient pas solidaires avec le mouvement anticapitaliste et antimarché global. La nouvelle gauche dont j'ai parlé tient une position plus ou moins anticapitaliste. Il existe au sein de ce courant des anticapitalistes par conviction et des anticapitalistes par opportunisme. Parmi les libéraux, il y a des intellectuels qui réclament une meilleure régulation de la globalisation et critiquent les réformes « capitalistes » au nom de l'égalité politique et économique. Par exemple, Qin Hui, professeur d'histoire de l'université de Qinghua à Pékin, une des plus importantes figures des libéraux, a consacré une série d'articles sur la question de l'égalité. Des ONG, à l'instar de Friends of Nature pour laquelle les soucis majeurs sont de l'ordre écologique, s'inquiètent également de l'équilibre entre la ville et la campagne, du sous-développement des régions reculées. En réalité, ce n'est pas une position très éloignée du mouvement altermondialiste européen. Il est vrai que ces intellectuels et ces ONG chinoises ne se positionnent pas radicalement contre la globalisation car ils ne veulent pas être pris pour des « réactionnaires » contre l'ouverture de la Chine au monde.
- 27 **M.S.** – Il resterait à savoir qualifier la période présente en Chine ; le terme de « socialisme de marché » lancé par l'État-parti au début des réformes semble se trouver dans l'obsolescence vue l'intensification capitaliste. On pourrait parler de néocommunisme ou néosocialisme pour bien pointer qu'on est toujours face à un État-parti communiste maintenant son pouvoir dictatorial. D'autres n'hésitent pas à employer le terme de postcommunisme pour mettre l'accent sur l'importance de plus en plus forte de la dimension capitaliste. Chacune de ces expressions pêche à la fois par son côté « partisan » et ses occultations. Qu'en penses-tu ?
- 28 **Y.C.** – Officiellement, la Chine est toujours un pays communiste malgré les mesures réformatrices qui transforment profondément ses structures économiques pour s'approcher du capitalisme. Cette orientation constitue effectivement un phénomène inédit du communisme. Pourtant, cette nouveauté n'est qu'un retour incomplet, sur le plan historique, à la Chine capitaliste d'avant la révolution communiste en 1949. Par conséquent, ce « néocommunisme » n'est autre chose qu'une négation de soi-même si elle n'est que partielle. C'est pourquoi je préfère employer le terme « postcommunisme ». Mais en même temps il ne faut pas négliger la structure politique du régime État-parti. J'avais utilisé la notion « capitalisme d'État » pour décrire ce néo-postcommunisme à la fois autoritaire et libéral. Décidément, les difficultés engendrées par l'évolution du régime chinois pour le qualifier reflètent bien sa spécificité transitoire.

NOTES

1. La représentation de la force productive la plus avancée, celle de la culture la plus avancée et celle des intérêts fondamentaux du plus grand nombre du peuple chinois.
2. Chen Y., 2003. *L'éveil de la Chine. Les bouleversements intellectuels après Mao. 1976-2002*. Paris, éd. de l'Aube ; Chen Y., Holzman M., 2004. *Écrits édifiants et curieux sur la Chine du XXI^e siècle*. Paris, éd. de l'Aube.

AUTEURS

YAN CHEN

CEVIPOF